

Philippe Gros

Chargé de recherche à la Fondation pour
la Recherche Stratégique

La question du déni d'accès et le concept *Air-Sea Battle*¹

(juin 2013)

Résumé

Avec la focalisation de la stratégie américaine sur l'Asie-Pacifique et l'affirmation du défi stratégique chinois, l'aptitude à contrer les capacités de déni d'accès et d'interdiction de zone (Anti-Access / Area Denial, A2/AD) s'affirme depuis la fin de la décennie 2000 comme une priorité du Pentagone et donne lieu à une forte entropie dans la production conceptuelle militaire et dans le débat stratégique américain. Cette note décrit succinctement les principaux éléments de concepts tels que le Joint Operational Access Concept, Air-Sea Battle et Single Naval Battle et souligne plusieurs points clés du débat stratégique et capacitaires les entourant

Abstract

Given the rebalancing of American strategy toward Asia and the affirmation of the strategic challenge posed by China, the capacity to counter adversary anti-access/area denial (A2/AD) means emerged as a top priority of the Pentagon since the end of the last decade and created a new period of entropy in the development of military concepts and doctrines, as well as in the strategic debate. This note describes the main elements of such concepts as Joint Operational Access Concept, Air-Sea Battle, Single Naval Battle and highlights some key points of the strategy- and capabilities-related debate surrounding them

1. Le texte de cette note est paru dans la *Revue Défense Nationale*, n° 760, mai 2013.

Avec la focalisation de la stratégie américaine sur l'Asie-Pacifique et l'affirmation du défi stratégique chinois, l'aptitude à contrer les capacités de déni d'accès et d'interdiction de zone (*Anti-Access/Area Denial, A2/AD*)² s'affirme depuis la fin de la décennie 2000 comme une priorité du Pentagone et donne lieu à une forte entropie dans la production conceptuelle militaire et dans le débat stratégique américain.

Une préoccupation depuis le milieu des années 1990

La question du déni d'accès n'est pas à proprement parler nouvelle. Omniprésente durant la Guerre froide, elle réémerge dans la seconde moitié des années 1990, tout particulièrement avec le travail du *National Defense Panel*³ mandaté en réaction aux orientations de la *Quadrennial Defense Review* de 1997 jugées insuffisamment adaptées à ce défi. Dès cette époque, elle est largement portée par les partisans de la « Révolution dans les affaires militaires » (*RMA*), qui estiment que les forces américaines doivent tirer parti de la pause stratégique qu'elles connaissent alors pour faire un saut technologique et se préparer à l'émergence d'un *peer competitor*. Les évolutions de l'appareil militaire chinois au cours des années 2000 donnent corps à leur préoccupation. Après la crise de Taiwan de 1996, l'armée populaire de libération (APL) se tourne activement vers le développement de ses capacités navales, sous-marines, balistiques et spatiales ainsi que des doctrines afférentes. En outre, l'attaque dont est victime l'Estonie en 2007, le vol massif de données classifiées en 2008 achèvent de placer la guerre cybernétique au premier rang des inquiétudes des stratégies américains⁴. En 2009, Michèle Flournoy, alors Sous-secrétaire à la Défense pour les affaires stratégiques, et Shawn Brimley, estiment que les forces américaines doivent se préparer à opérer dans des *contested commons*, ces espaces dont les Américains pourraient ne plus être en mesure de garantir l'utilisation⁵.

2. Le déni d'accès fait référence aux « capacités, généralement de longue portée, conçues pour empêcher une force ennemie de pénétrer dans une zone d'opération » alors que l'interdiction de zone renvoie aux « capacités, habituellement de plus courte portée, consistant à restreindre la liberté de manœuvre d'une force ennemie dans la zone d'opération » selon le General Martin E. Dempsey, *Chairman of the Joint Chiefs of Staff, Joint Operational Access Concept (JOAC), Version 1.0*, janvier 2012, p. 40.

3. *Transforming Defense, National Security in the 21st Century, Report of the National Defense Panel*, décembre 1997, pp. 12-14.

4. William J. Lynn III, « *Defending a New Domain, The Pentagon's Cyberstrategy* », *Foreign Affairs*, vol. 89 n° 5, septembre-octobre 2010, p. 97.

5. Michèle Flournoy & Shawn Brimley, « *The Contested*

Dans la directive⁶ signée par le Secrétaire à la Défense, Leon Panetta, en janvier 2012, qui entérine le rééquilibrage de la stratégie américaine vers l'Asie-Pacifique, la « projection de force en dépit des capacités adverses *A2/AD* » figure comme la troisième mission assignée aux forces armées américaines et comme l'aptitude leur permettant de dissuader et contrer une agression (seconde mission fixée, la première restant la lutte contre *Al-Qaïda*)⁷.

Le Joint Operational Access Concept

Le concept interarmées de référence est le *Joint Operational Access Concept (JOAC)*, signé lui aussi en janvier 2012. Son idée maîtresse est de contrer les capacités *A2/AD* par la *cross-domain synergy*, transversale aux différents domaines de lutte (air, mer, terre, espace exo-atmosphérique et cyber). Cette synergie doit s'effectuer à des échelons tactiques plus bas que par le passé, ce qui « sera essentiel pour produire un *tempo* souvent critique pour exploiter des occasions locales permettant de perturber le système ennemi »⁸. *JOAC* explicite la mise en œuvre de cette synergie par une série de préceptes : varier les options de déploiement sur zone, mener les actions simultanées sur plusieurs lignes d'opérations, exploiter la supériorité des forces dans un domaine pour contourner les capacités adverses de déni d'accès s'exerçant dans un autre domaine, manœuvrer depuis des distances stratégiques, créer des poches ou des couloirs de supériorité focalisée, attaquer les capacités adverses dans la profondeur, exploiter au mieux la surprise et la déception, enfin protéger ses capacités spatiales et cybernétiques tout en attaquant celles de l'adversaire. En outre, dans la mesure où les forces américaines peuvent être amenées à opérer avec une chaîne de commandement et de contrôle dégradée, le *JOAC* insiste sur le concept de *Mission Command*, à savoir la décentralisation du *C2*, le degré d'initiative des échelons subordonnés.

Air-Sea Battle

Le *JOAC* entérine au niveau interarmées un autre concept qui à lui seul cristallise le débat sur la

Commons », *Naval Institute Proceedings*, juillet 2009 (www.usni.org/).

6. *Sustaining U.S. Global Leadership-Priorities for 21st Century Defense*.

7. *US Secretary of Defense, Sustaining U.S. Global Leadership: Priorities for 21st Century Defense*, 5 janvier 2012, pp. 4-5.

8. General Martin E. Dempsey, *Chairman of the Joint Chiefs of Staff, Joint Operational Access Concept (JOAC), Version 1.0*, janvier 2012.

réponse américaine au déni d'accès, à savoir l'*Air-Sea Battle (ASB)*. *ASB* a été muri pendant trois ans au sein de l'*Office of Net Assessment (ONA)* d'Andrew Marshall, par le général Chandler, commandant les forces aériennes du Pacifique avec l'appui du *Center for Budgetary and Strategic Assessment (CBSA)* dirigé par Andrew Krepinevich, ancien bras droit de Marshall⁹. L'idée est formalisée par un mémorandum signé en 2009, entre le général Schwartz, le chef d'état-major de l'*US Air Force* et l'amiral Roughead, chef d'état-major de l'*US Navy (Chief of Naval Operations)*. *ASB* affiche une triple portée : conceptuelle, sur la façon d'opérer en synergie « transdomaines » ; institutionnelle, qui renvoie au changement de cultures et de structures au sein des deux « services » ; matérielle, car devant lancer des stratégies d'acquisition intégrées¹⁰.

Le *CSBA* popularise le volet opérationnel d'*ASB* avec deux rapports en 2010. Celui de Jan Van Tol s'attache principalement à décrire une confrontation entre les forces chinoises et les forces américaines opérant en réaction.

L'auteur envisage dans le cadre de ce scénario plusieurs synergies opérationnelles : les opérations de *Counter-Space* de l'*USAF* permettraient d'aveugler les systèmes de surveillance océanique chinois capables de cibler les groupes de l'*US Navy* ; les systèmes de défense antimissile de l'*US Navy* fourniraient un parapluie au déploiement de l'*US Air Force* sur ses bases du Pacifique occidental ; les bombardiers de l'*USAF* pourraient neutraliser les lanceurs balistiques, les bases de la Marine chinoise et contribuer par des opérations de minage aux opérations anti-sous-marines et de blocus ; les sous-marins pourraient, grâce à leurs missiles de croisière, contribuer à la destruction du système de défense antiaérien ; l'Aéronavale pourrait contribuer à repousser les capacités de surveillance et les chasseurs des forces chinoises, garantissant ainsi la sécurité des indispensables ravitailleurs de l'*USAF*¹¹.

Le concept codéveloppé institutionnellement par le *Strategic Studies Group* de l'*USAF* et l'état-major de l'*US Navy* au cours de la période 2010-2011 reste quant à lui classifié mais ses éléments de synthèse sont connus : un commandement et un contrôle opérant en réseau, des forces aériennes et navales intégrées, menant des attaques

9. Richard Halloran, "Air-Sea Battle", *Air Force Magazine*, août 2010.

10. General Norty Schwartz, *National Defense University Distinguished Lecture Program*, 15 décembre 2010, *AFD-101216-016*, p. 3.

11. Jan Van Tol et alii, *AirSea Battle: A Point-of-Departure Operational Concept*, *Center for Strategic and Budgetary Assessment*, 18 mai 2010, p. 96.

dans la profondeur des zones interdites, opérant afin de perturber les réseaux *C4ISR* adverses, de détruire les capacités ennemies et de défaire les armes employées par l'ennemi (le tout étant résumé par l'acronyme *NIA-D3, Networked, Integrated, Attack-in-Depth – Disrupt, Destroy, Defeat*)¹². Les états-majors identifient plus de 240 initiatives potentielles susceptibles de concrétiser *ASB*¹³.

La mise en place d'un *ASB Office*, regroupant les services nécessaires pour mettre en œuvre le concept, a été autorisée par le Secrétaire à la Défense en août 2011¹⁴. Après une année de travail, cette structure a développé une première liste hiérarchisée de recommandations capacitaires comprenant notamment, la capacité à contrer le brouillage des radars et des communications, le ciblage en réseau (par exemple les appareils de l'*USAF* guidant les missiles *Tomahawk* après leur lancement depuis les bâtiments de l'*US Navy*), la capacité à cibler les petits navires opérant en essaim (*swarming*). On trouve également sur cette liste, les *Computer Network Operations*, l'*ISR* aéroporté ou encore la lutte anti-mines¹⁵. *ASB* est parallèlement incorporé dans le programme des expérimentations, tels *Joint Expeditionary Force Experiment 2012* ou les exercices tels *Cope North 2013*¹⁶.

Single Naval Battle, GMAC : les forces terrestres réagissent

ASB, on l'aura compris, est avant tout une affaire aéronavale qui marginalise quelque peu les opérations terrestres. Son développement provoque une réaction de l'*USMC* – impliqué à la marge dans l'*ASB Office* – et de l'*US Army*.

Le Corps des *Marines* recentre depuis plusieurs années ses préoccupations sur les opérations amphibies. En 2012, l'*Amphibious Capabilities Working Group* mis sur pied par le général Amos dévoile le concept de *Single Naval Battle*, se voulant un complément à *ASB*. Ce concept envisage ainsi une intégration de la planification

12. Major General Holmes, *Air-Sea Battle: Concept and Implementation*, Assistant Deputy Chief of Staff for Operations, Plans and Requirements, *AF/A3/5*, 16 octobre 2012.

13. Lieutenant General "Hawk" Carlisle, "Air Sea Battle", *Air Warfare Symposium*, Orlando, Florida, 17 février 2011.

14. *MOU between Vice-Chief of Naval Operations, Vice Chief of Staff of the Air Force, Assistant Commandant of the Marine Corps, Air-Sea Battle Implementation*, 21 août 2011.

15. "Air-Sea-Battle Office Sets Priority Mission Areas & Investment", *Inside the Pentagon*, 21 mars 2013.

16. William Cole, "New concept for combat gets workout in three-nation Pacific exercise", *The Honolulu Star-Advertiser*, 11 février 2013.

et de la conduite de l'ensemble des opérations aéronavales relevant du contrôle des mers, de la projection de puissance et des opérations amphibies, encore pensées et exécutées trop séparément, afin de faire face à l'ensemble du *continuum* des menaces du déni d'accès et d'interdiction de zone dans le domaine maritime¹⁷. Il met en avant la plus-value de la présence avancée et des opérations de *shaping* menées préalablement à un engagement.

L'*US Army* et le *Marine Corps* formulent parallèlement un concept conjoint, *Gaining and Maintaining Access*¹⁸. Ils se focalisent sur la neutralisation des capacités d'interdiction de zone, notamment les systèmes *G-RAMM* (*guided rockets, artillery, mortars, and missiles*) mais aussi potentiellement les emprises terrestres des capacités de déni d'accès (par exemple les sites de systèmes antisatellites). Ils envisagent la manœuvre opérationnelle ou stratégique de moyens amphibies, aéroportés ou aéromobiles, de forces conventionnelles ou spéciales, opérant de façon dispersée et maximisant la surprise et la déception.

En somme, un avatar de la Network-Centric Warfare

Dans cette fièvre conceptuelle, rien n'est fondamentalement nouveau au plan intellectuel. *JOAC/ASB* ne propose aucune doctrine opérationnelle nouvelle au regard de la synergie interarmées classique et se moule parfaitement dans la culture de la puissance aérienne américaine tendant à frapper dans la profondeur du système adverse. Le *GMAC* de l'*US Army* et des *Marines* reprend les concepts des années 1990 sur l'entrée de vive force (*Joint Forcible Entry Operations*, manœuvre sur des distances stratégiques, etc.), exploite le *Seabasing*. La *Single Naval Battle* témoigne des mêmes exigences et se heurte aux mêmes défis qui se posent depuis des décennies en matière d'interopérabilité doctrinale et technique entre les *Marines*, la *Navy* et les forces spéciales. Le concept de *mission command* n'est rien d'autre que l'*Auftragstaktik* développé par Moltke l'ancien et fait partie du « doctrinalement correct » de toutes les armées depuis longtemps.

De fait, la conception des capacités *A2/AD* ne pousse pas à l'innovation. Elle se résume sou-

17. *Report of the Amphibious Capabilities Working Group, Naval Amphibious Capability in the 21st Century: Strategic Opportunity and a Vision for Change*, 27 avril 2012, pp. 33-37.

18. *Army Capabilities Integration Center, Marine Corps Combat Development Command, Gaining and Maintaining Access: An Armp-Marine Corps Concept, Ver. 1.0*, mars 2012.

vent à un répertoire à la Prévert des capacités militaires adverses hormis ses forces de manœuvre mécanisée. Elle confine ainsi la problématique à un affrontement en réalité terriblement symétrique, réduisant à néant la distinction entre le déni d'accès et les options de confrontation classique que « l'adversaire ne cherchera pas à utiliser, conscient de la supériorité américaine en la matière » pour reprendre l'antienne. Les stratégies innovantes incorporant d'autres aspects, telles que la « préclusion stratégique », c'est-à-dire à l'interdiction diplomatique, sont peu intégrées dans la réflexion.

L'aspect le plus novateur, la dimension cyber, tout en étant omniprésente, est traitée comme une adjonction et n'est pas fondamentalement intégrée dans ces concepts qui restent construits sur une vision géospatiale de la confrontation. En témoigne d'ailleurs la distinction entre déni d'accès et interdiction de zone qui n'a pas grand sens sous l'angle de la guerre informatique.

Le réel apport d'*ASB*, de *Single Naval Battle* (si ce dernier est transcrit sur le plan programmatique) et plus généralement de la recherche de la synergie *cross-domains* est donc de fournir de nouveaux vecteurs d'intégration tactique et technique des forces américaines. Ils constituent des avatars contemporains de la *Network-Centric Warfare*, d'ultimes étapes de la marche à l'intégration prônée il y a dix ans par l'administration Rumsfeld lorsqu'elle menait la *Transformation* à son zénith. Et pour cause, son inspirateur, Andrew Marshall, a déjà conçu à la fin des années 1970 la stratégie de compensation (*Offset Strategy*) reposant sur les technologies de l'information pour contrebalancer la supériorité quantitative soviétique, puis développé avec Krepinevich dans les années 1990 la notion de Révolution dans les affaires militaires, cadre de la guerre en réseau.

Un concept implicitement tourné contre la Chine

ASB ressemble, comme tant d'autres concepts américains, aux grandes planètes gazeuses du système solaire. Si son noyau dur, concret, se limite à une mise en réseau poussée des forces aéro-maritimes, il n'en est pas moins entouré d'une épaisse couche de gaz, celle du débat stratégique, beaucoup plus vaste, qui engerbe en réalité tout le périmètre du *JOAC*. La controverse est double : elle concerne d'une part les implications programmatiques du concept en période d'austérité, d'autre part sa finalité géostratégique. Ce dernier volet dépasse largement les frontières américaines pour s'étendre au Japon, à l'Australie ou encore à Singapour et bien enten-

du à la Chine.

Le point central de ce débat concerne bien entendu la nature de la menace stratégique à contrer. Les chercheurs du CSBA préconisent ainsi par ce concept, « de compenser le renforcement militaire non provoqué et injustifiable de l'APL » en analysant comment « l'appareil militaire américain pourrait réduire l'incitation de Beijing à réaliser ses ambitions géopolitiques par l'agression ou, plus probablement, la coercition »¹⁹. En somme, *ASB* réexploite la logique technico-opérationnelle des partisans de la *RMA* des années 1990, au service de la logique géostratégique du *cost raising* élaborée par Marshall pendant la guerre froide, dans la mesure où le *peer competitor* redouté des années 1990 a bel et bien émergé.

De ce fait, *ASB* se place au cœur des ambiguïtés liées à la stratégie du « pivot » qui plaide pour la fermeté tout en refusant la confrontation. Beaucoup d'observateurs se sont donc élevés contre le concept. En premier lieu, certains critiquent la lecture alarmiste que fait le Pentagone des capacités militaires chinoises. Le politologue Barry Posen, auquel on doit d'ailleurs le concept de *global commons*, a par exemple qualifié l'ONA d'« *Office of Threat Inflation* »²⁰. En second lieu, *ASB* risque de donner lieu à une *Self-fulfilling Prophecy*. Les Chinois se considèrent bien entendu directement visés par *ASB*. Même s'ils identifient les défis budgétaires à sa mise en œuvre, ils y voient une justification à l'expansion de leur appareil de force²¹. Un colonel de l'Armée populaire de Chine, l'APL, a déclaré en 2011 que « si les États-Unis développaient *ASB* pour faire face à l'APL, alors l'APL sera forcée de développer un anti-*ASB* »²². Laurence Korb estime ainsi à l'instar de beaucoup qu'avec *ASB*, les États-Unis ont envoyé un mauvais message à la Chine²³. *ASB* représente enfin un concept « a-stratégique » qui ignore le fait que Pékin est une puissance nucléaire et pourrait menacer les partenaires des Américains, comme le fait remarquer T. X. Hammes. Ce dernier propose la solution alternative de l'*offshore control*, autrement dit une stratégie de blocus naval de la Chi-

ne, capitalisant sur la profondeur océanique dont jouissent les Américains dans le Pacifique²⁴.

Les incompréhensions sont d'autant plus fortes que l'administration, tout en maintenant *ASB* classifié, n'a de cesse de rappeler depuis qu'il n'est tourné contre personne en particulier mais découle « de la prolifération des capacités de déni d'accès » selon une pure approche capacitaire. De fait, les scénarios s'étendent aussi aux détroits d'Ormuz, à la Corée voire au Vénézuéla²⁵. Cependant, la prolifération de systèmes de force cohérents conçus pour interdire l'accès des forces américaines à certaines zones du globe n'existe tout simplement pas, hormis ces développements chinois et iraniens. En l'état, *ASB/JOAC* reste pris dans un marais conceptuel, implicitement tourné contre la Chine mais qui ne peut être officiellement converti en une doctrine claire, contextualisée par un environnement stratégique et une menace donnés. C'est la grande différence avec l'*AirLand Battle* de l'*US Army* dans les années 1980, explicitement proposée comme une réponse aux Soviétiques en Centre-Europe.

Des implications programmatiques semblables à celles de la *RMA*... en période d'austérité

Le second aspect du débat, plus américain, est le coût associé à la mise en œuvre de ces concepts. La mise en réseau sous-tendue par *ASB stricto sensu* n'est pas en soi très coûteuse. En revanche, la mise en œuvre du contre-déni d'accès (*ASB* dans son acception large, en réalité *JOAC*) implique un saut capacitaire du même ordre que celui réclamé par les partisans de la *RMA* dans les années 1990. Les études programmatiques⁽²⁵⁾ soulignent la priorité à accorder aux capacités de surveillance et de frappe pénétrantes à long rayon d'action, notamment l'emblématique *Long-Range Strike – Bomber (LRS-B)* dont l'*USAF* espère acquérir une centaine d'exemplaires ; les drones de combat furtifs de l'*US Navy* ; les capacités de guerre sous-marine ; les capacités de cybercombat mais aussi les forces spéciales. Rentrent aussi en ligne de compte, la défense antimissile et la résilience des infrastructures spatiales (communications par satellite, *GPS*, satellites *ISR*, etc.). Inversement les imposants programmes *F-35* ou *Littoral Combat Ships*, symboles d'un appareil de force sans boussole stratégique, ou les forces terrestres, héritages de campagnes

19. Jan Van Tol, *op. cit.*

20. Greg Jaffe, « *U.S. model for a future war fans tensions with China and inside Pentagon* », *The Washington Post*, 1^{er} août 2012.

21. Peter W. Mackenzie & Ian M. Easton, « *Chinese Views of the Air-Sea Battle Concept: A Preliminary Assessment* », *CAN Maritime Asia Project, Workshop Two: Naval Developments in Asia*, août 2012, pp. 115-126.

22. Eric Sayers et Gaoyue Fan, *AirSea Battle, An Exchange*, *PAC Net* n° 17, *Pacific Forum CSIS*, 17 mars 2011.

23. Laurence Korb, « *Politique étrangère et défense : changements ou statu quo pour la prochaine administration américaine* », conférence FRS, 23 octobre 2012.

24. LTC T. X. Hammes (Ret), « *Offshore Control is the Answer* », *Naval Institute Proceedings*, décembre 2012 (www.usni.org/).

d'un autre temps et d'autres lieux, seraient à sacrifier sur l'autel d'une guerre froide rampante avec Pékin.

Or, dans un contexte où, pour de nombreuses voix influentes, « la dette constitue la plus grande menace à la sécurité nationale »²⁷ des États-Unis, il devient évident que le budget de la défense est rabaissé pour de nombreuses années, que les fameuses « séquestrations » se poursuivent ou pas. Le Pentagone ne pourra donc tout à la fois développer ces capacités, maintenir en l'état la structure de ses forces terrestres, conserver les soldes et pensions des militaires, etc. Le système à acteurs multiples (OSD, services,

25. Lieutenant General "Hawk" Carlisle, *op. cit.*

26. Voir par exemple, Todd Harrison et Mark Gunzinger, *Strategic Choices: Navigating Austerity*, Center for Strategic and Budgetary Assessment, novembre 2012.

27. Admiral Michael G. Mullen et alii, *Addressing Our Debt: A National Security Imperative*, 4 décembre 2012 (www.pgpf.org/).

Congrès, industriels, etc.) que constitue l'appareil de défense américain n'a jamais évolué selon des choix capacitaires tranchés depuis les années 1950 et la suprématie du *Strategic Air Command*. La logique de compromis qui a découragé tout autant les thuriféraires de la « transformation » que les réformateurs de l'*irregular warfare*, pourtant en pleine « guerre contre la terreur », pourrait fort bien une fois encore décevoir les ardeurs renouvelées des partisans de la *RMA*.

Le devenir du contre-déni d'accès, quelle que soit la forme conceptuelle voire doctrinale qu'il prenne à l'avenir (*ASB* est déjà un « vieux » concept au regard du rapide *tempo* qui caractérise la valse des étiquettes dans le débat stratégique américain) découlera donc tout autant de la vigueur de la reprise économique américaine que de l'évolution de la criticité perçue du formidable défi stratégique posé par la Chine. ♦

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

Auteur

Philippe Gros est chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

p.gros@frstrategie.org

Les dernières Notes de la FRS

- Philippe Gros, Jean-Jacques Patry, Nicole Vilboux, Serval : bilan et perspectives, note n° 16/13, juin 2013
- Isabelle Facon, Russie, Etats-Unis : la tension perpétuelle, note n° 15/13, juin 2013
- Xavier Pasco, Le recentrage politique du secteur spatial de défense aux Etats-Unis, note n° 14/13, juin 2013
- Yves Boyer, La stratégie de rééquilibrage des Etats-Unis vers l'Asie-pacifique et la Chine, note n° 13/13, juin 2013
- Dr. Claudia Major, Dr. Chritian Möling, Synergies between EU and NATO, note n° 12/13, June 2013
- Gilles Boquérat, Pakistan : les enjeux d'un retour, note n° 11/13, mai 2013

La Fondation pour la Recherche Stratégique est une fondation reconnue d'utilité publique. Centre de recherche indépendant, elle réalise des études pour les ministères et agences français, les institutions européennes, les organisations internationales et les entreprises. Elle contribue au débat stratégique en France et à l'étranger.

Retrouvez toute l'actualité et les publications de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur

WWW.FRSTRATEGIE.ORG